



MÉMOIRE DÉPOSÉ DANS LE CADRE DE LA DÉMARCHE DE CONSULTATION ENTOURANT L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION EN ENTREPRENEURIAT 2022-2025

Corporation d'innovation et développement Alma – Lac-Saint-Jean-Est
La SUITE entrepreneuriale Desjardins
Centre d'excellence sur les drones

Table des matières

Table des matières	2
Contexte	3
Sommaire des organisations.....	3
L'incubateur La SUITE entrepreneuriale Desjardins	3
Le Centre d'excellence sur les drones	3
La Corporation d'innovation et développement Alma – Lac-Saint-Jean-Est.....	4
Expertises et champs d'action	5
Mesures de soutien CIDAL.....	5
Mesures de soutien de l'incubateur La SUITE entrepreneuriale Desjardins.....	5
Mesures de soutien Centre d'excellence sur les drones.....	6
Principaux enjeux et constats	6
Enjeux démographiques et de main-d'œuvre	6
Enjeux socioéconomiques	6
Enjeux de transport.....	7
Enjeux entrepreneuriaux.....	7
Enjeux des entreprises à haut potentiel incubées	7
Enjeux sectoriels.....	8
FORÊT	8
ALUMINIUM	8
AGROALIMENTAIRE	8
TOURISME	8
Pistes de solution.....	9
Sommaire des principales recommandations.....	12

Contexte

La Corporation d'innovation et développement Alma – Lac-Saint-Jean-Est (CIDAL), l'incubateur La SUITE entrepreneuriale Desjardins et le Centre d'excellence sur les drones (CED) déposent ce mémoire dans le cadre de l'appel de mémoires du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) concernant le processus de consultation du ministère en vue du dépôt de son Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025.

Sommaire des organisations

L'incubateur La SUITE entrepreneuriale Desjardins est le seul incubateur au sein de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est. Il constitue un lieu propice à l'éclosion d'idées et à la performance pour les entrepreneurs innovants désirant développer leur entreprise en phase de démarrage, faire partie d'une communauté et être accompagnés par des experts. Le programme d'incubation comprend, entre autres :

- Une analyse de la maturité de l'entreprise et un bilan des compétences et besoins des fondateurs, associés à un plan de développement des compétences entrepreneuriales et techniques;
- Le pairage avec un conseiller en développement socioéconomique, qui analyse et conseille sur les éléments financiers à prendre en compte pour le démarrage et la croissance de l'entreprise;
- L'association avec un conseiller en parcours qui alimente la réflexion stratégique et effectue la mise en place des services internes et externes afin d'assurer le suivi de l'apport des aides reçues. L'accès individuel aux conseillers s'effectue de manière soutenue et structurée;
- Des activités formatives, de réseautage et de mise en relation avec des pairs et des experts, du coaching par les pairs, de groupe, en équipe et individuel;
- L'accès à des installations constituées d'espaces bureaux, salles de rencontre et salles de conférence en plein cœur du centre-ville d'Alma.

Le Centre d'excellence sur les drones est une communauté d'intérêts et un OBNL travaillant au développement, à la gestion et à la promotion d'une gamme de services, d'expertise et de compétences liés au secteur des drones. Le siège social est situé à l'Aéroport d'Alma et ses services sont offerts à l'échelle internationale. Les activités du CED sont dirigées par un conseil d'administration et un bureau de direction chapeautant le développement et la croissance de ses cinq champs d'activités. Ceux-ci forment l'offre de services globale du CED et sont gérés de manière directe (le CED agissant comme principal fournisseur de services) ou de manière indirecte (le CED sous-traitant la livraison des services à un partenaire reconnu et certifié) ou permettant directement les relations entre clients et partenaires. Les cinq champs comprennent les activités de :

- Entretien et opération
- Test en vol et au sol
- Formation
- Manufacturier
- Recherche et développement

La Corporation d'innovation et développement Alma – Lac-Saint-Jean-Est est la porte d'entrée de l'entrepreneuriat sur le territoire de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est. À ce titre, notre équipe aide les entrepreneurs à identifier leurs besoins et attentes, procède à la validation préliminaire des projets, oriente sur les démarches à effectuer et les ressources à consulter, informe sur les différentes formes d'aide disponibles, établit un plan d'action avec les entrepreneurs et offre un accompagnement tout au long des projets d'affaires.

Mission :

La CIDAL encourage l'entrepreneuriat dans une perspective priorisant l'innovation, la main-d'œuvre, la relève, l'économie sociale et la vitalité des milieux, et ce, dans une optique de développement durable, tout en favorisant une approche territoriale englobant les quatorze municipalités de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est.

Vision :

À titre d'organisme responsable du développement et en concertation avec les acteurs du milieu, la CIDAL exerce pleinement son rôle catalyseur de **leader territorial** pour doter le milieu d'une économie forte, diversifiée et résiliente face aux enjeux socioéconomiques et démographiques. La CIDAL privilégie une approche distinctive par la mise en place d'actions concrètes favorisant l'innovation, la valorisation des filières actuelles et celles émergentes, l'amélioration de la compétitivité et la croissance des entreprises, le recrutement d'une main-d'œuvre diversifiée et l'occupation dynamique du territoire.

Valeurs :

Engagement, collaboration, équité, innovation et agilité.

Gouvernance :

La CIDAL répond à un conseil d'administration composé de 15 personnes issues des différents secteurs d'activités représentatifs de la région.

Rôles :

Porter : Être responsable de tout ce qui a trait au cœur du métier de l'organisation, c'est-à-dire les mandats délégués par Ville d'Alma et la MRC de Lac-Saint-Jean-Est.

Supporter : Mettre à profit les ressources et le réseau de l'organisation au service du territoire et ses initiatives.

Mobiliser : Organiser les actions d'un projet, en partenariat avec les acteurs concernés du territoire, de manière à lui donner le maximum de retombées et de chance de succès.

Mandats délégués par la Ville d'Alma et la MRC de Lac-Saint-Jean-Est :

L'organisation et la gestion des activités et organismes de promotion industrielle et commerciale sur son territoire. Ceci comprend les activités de promotion et de développement des parcs et terrains industriels de la municipalité, soit la planification et la supervision de l'ensemble des activités reliées à la mise en vente, à la publicité et à la vente de ses immeubles à des fins industrielles :

- L'organisation et la gestion des activités et organismes de promotion touristiques et d'accueil sur son territoire;
- L'offre de soutien technique aux entreprises situées sur son territoire;
- L'exploitation de ses installations portuaires et aéroportuaires, plus particulièrement les installations de l'Aéroport d'Alma et du Centre d'excellence sur les drones;

- Toute mesure de soutien à l'entrepreneuriat, incluant l'entrepreneuriat de l'économie sociale;
- L'élaboration et la réalisation d'un plan d'action pour l'économie et l'emploi ou l'adoption de différentes stratégies en matière de développement et d'entrepreneuriat.

Expertises et champs d'action

La CIDAL intervient au niveau de sept axes, soit *le soutien et l'accompagnement des entrepreneurs, les conseils en matière de gestion et le prédiagnostic d'entreprises, l'accompagnement de projets liés à la croissance ou au redressement, la recherche de financement, la référence vers des consultants externes et partenaires, l'identification des besoins de formation et la participation et l'accompagnement des entreprises sur différents comités.*

Partenaires : La Corporation d'innovation et développement Alma – Lac-Saint-Jean-Est travaille en collaboration avec de nombreux partenaires, majoritairement basés au niveau de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean, mais également avec de nombreux collaborateurs nationaux. Nos partenaires terrain incluent les organismes de développement économique, instances gouvernementales, institutions financières, institutions d'enseignement et de formation, regroupements sectoriels et associations, CCTT, créneaux d'excellence, firmes juridiques, spécialistes et experts, incubateurs, etc., nous permettant d'offrir des services personnalisés et adaptés aux besoins des entrepreneurs, et ce, tout au long de leur parcours entrepreneurial.

La CIDAL participe à plus de 40 comités, conseils d'administration et tables de concertation, en plus de collaborer à de nombreux projets structurants ponctuels.

Mesures de soutien CIDAL : Par de nombreuses mesures financières et d'accompagnement, la CIDAL intervient auprès d'entrepreneurs en phase de démarrage, consolidation, expansion et acquisition/relève d'entreprises. Spécialisée en urbanisme, elle accompagne également au niveau technique les promoteurs dans leurs recherches de financement et de demandes de terrain et propose des incitatifs intéressants pour accueillir de nouvelles entreprises sur son territoire. Ses conseillers aux entreprises possèdent une solide expérience permettant à l'organisation de se positionner en entrepreneuriat et diversification économique, promotion, sensibilisation et concertation du milieu, main-d'œuvre et, finalement, optimisation des services.

Mesures de soutien de l'incubateur La SUITE entrepreneuriale Desjardins : La SUITE propose, aux entreprises en démarrage souhaitant optimiser leur développement, des actions concertées groupées en axes prioritaires afin d'offrir aux entreprises incubées un cadre sécurisant pour prendre des risques calculés, et, à la population régionale, d'être inspirée par de jeunes entreprises innovantes à haut potentiel et la possibilité un jour de démarrer leur propre entreprise. Elle intervient notamment pour :

- Accompagner l'humain derrière l'entreprise à fort potentiel, de manière concertée et collaborative, pour qu'il soit en mesure d'avancer plus rapidement et plus loin tout en diminuant les risques par un processus structurant et stimulant;
- Établir avec les entreprises incubées des objectifs ambitieux, mais réalistes pour la période d'incubation. Dès le départ, cibler des actions concrètes jumelées avec de bons indicateurs de résultats et un parcours personnalisé intensif;
- Mettre en œuvre le programme d'incubation;

- Créer des partenariats et développer une communauté entrepreneuriale diversifiée, ouverte, misant sur l'entraide et le partage d'expertises autour de l'incubateur, par diverses activités structurées de mise en relation.

Mesures de soutien Centre d'excellence sur les drones : Fidèle à sa mission de doter l'industrie québécoise des systèmes d'aéronefs télépilotes (SATP) - drones d'une structure forte et unifiée, le CED se veut être un acteur stratégique du développement de la filière en portant des projets novateurs de grande envergure. Par exemple, le CED travaille actuellement sur la mise en place du site d'essai Qualia, tout premier site de test canadien permettant aux acteurs de l'industrie de faire de la recherche et développement en utilisant des scénarios opérationnels réels sur le terrain, en plus de permettre aux opérateurs de se qualifier pour des opérations spécifiques. Un autre projet sur lequel le CED travaille actuellement, CED - Horizon, favorisera les transferts technologiques en plus de mutualiser les ressources financières et humaines de ces industries. Développé conjointement avec des partenaires privés, il vise la mise en place d'infrastructures physiques et numériques dédiées à la R&D. Ce projet d'acquisition d'équipements et d'infrastructures permettra la réalisation de projets de recherches pilotés par les grands joueurs de l'industrie sur le site d'essai du CED à Alma.

Principaux enjeux et constats

Enjeux démographiques et de main-d'œuvre

La région connaîtra un très faible taux de croissance d'ici 2035 avec une hausse anticipée de 0,3 % de la population. Le vieillissement de la population aura également des effets sur le développement économique régional, puisqu'entre 33 % et 40 % de la population de la MRC sera âgée de 65 ans et plus d'ici 2035, contre 20 % actuellement¹, et qu'une baisse de 15 % à 19 % des personnes âgées de 20 à 64 ans est prévue durant la même période².

L'immigration en région se révèle difficile pour les nouveaux arrivants. Selon une étude effectuée par Portes ouvertes sur le Lac, l'organisme mandaté à l'accueil des immigrants, 40 % de ceux-ci ont quitté le territoire au cours des 5 années suivant leur arrivée³.

Actuellement, 95 % des emplois affichés sont des postes de remplacement⁴. Des pressions importantes sur le bassin de main-d'œuvre sont à prévoir, et ce, pour tous types d'emplois confondus, avec les enjeux de rareté vécus actuellement et les enjeux nommés précédemment.

¹ «Population selon le groupe d'âge, sexes réunis, MRC du Saguenay – Lac-Saint-Jean», Institut de la statistique du Québec, 2017

² «Profils de recensement», Statistiques Canada, 2016

³ «Bilan de l'immigration au Lac-Saint-Jean 2006-2016», Portes ouvertes sur le Lac, octobre 2017

⁴ «Plan d'action régional 2017-2018», Services Québec, mars 2017

Enjeux socioéconomiques

Le télétravail rend la possibilité de travailler en région plus attirante. Mais la délocalisation des emplois en région apporte des enjeux quant à la qualité et l'accessibilité aux services ainsi qu'aux logements disponibles, entre autres choses. En effet, les ressources humaines et financières sont souvent plus limitées dans les petites municipalités rurales par exemple.

Malgré la hausse du coût des loyers et le raffermissement du marché immobilier, le logement et l'accès à la propriété demeurent tout de même abordables sur le territoire.

À ce jour, plusieurs localités de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est ne sont toujours pas en mesure de proposer une couverture Internet à ses résidents. Dans une optique de services de proximité, cet enjeu impose une action concrète et rapide des gouvernements afin d'assurer la couverture de type haute bande-passante sur 100 % de notre territoire régional.

Enjeux de transport

L'accessibilité aux infrastructures portuaires et aux grands centres, par transport aérien ou terrestre, améliore de façon significative la possibilité pour les petites et moyennes entreprises en région de se tailler une place croissante dans leur secteur d'activités. Leurs réseaux d'approvisionnement et de distribution sont tributaires de ces facteurs.

Localement, la finalisation de l'autoroute Alma – La Baie et le développement de l'accessibilité au réseau ferroviaire permettraient un meilleur accès aux infrastructures portuaires pour les entrepreneurs de la MRC. Le transport aérien bénéficierait également d'investissements régionaux. En effet, aucune desserte aérienne ne permet actuellement de relier la MRC aux grands centres.

Enjeux entrepreneuriaux

Avant la pandémie, de nombreuses entreprises régionales se situaient en deçà du niveau national quant à l'intégration du numérique dans leurs opérations courantes. L'accélération du virage numérique dans les secteurs d'activités plus traditionnels, comme le commerce de détail, est aujourd'hui nécessaire à leur développement, mais apporte aussi son lot de difficultés pour les entrepreneurs en région, qui manquent de temps, de ressources techniques et de soutien financier pour mettre sur pied des solutions efficaces.

L'accessibilité au financement dans les secteurs d'activités spécialisés demeure complexe. Les projets d'études, qui nécessitent souvent des sommes d'argent importantes, doivent être mis sur la glace faute de financement adéquat des acteurs de développement locaux. L'attractivité des investissements est particulièrement difficile pour ces organismes locaux.

La relève entrepreneuriale, dans un contexte d'occupation durable du territoire, est un enjeu particulièrement important pour la MRC de Lac-Saint-Jean-Est.

Enjeux des entreprises à haut potentiel incubées

Les entrepreneurs innovants de notre milieu tirent avantage d'un accompagnement de proximité bien ancré dans leur milieu. L'ancrage dans la communauté entrepreneuriale et avec les acteurs de l'accompagnement d'ici qui pourront les supporter tout au long de leur croissance est primordial¹.

Selon la recherche effectuée sur l'écosystème startup et d'innovation du Saguenay – Lac-Saint-Jean en collaboration avec MAIN², il s'avère que « *les entrepreneurs innovants rencontrés ont un fort sentiment d'appartenance et une volonté affirmée de valoriser le territoire et l'aspect local. Ils trouvent même dommage de devoir trouver des services et ressources ailleurs pour répondre à leurs besoins.* »

L'innovation doit être vue comme un potentiel de croissance existant non seulement dans les grands centres, mais aussi en région. L'innovation est partout. Le financement important des incubateurs sectoriels des grands centres et leur reconnaissance dans le milieu peut parfois sous-tendre l'idée que les entrepreneurs innovants devraient se délocaliser pour maximiser leur croissance et profiter de mesures financières non accessibles en région.

³Le risque de centraliser et de mutualiser les services vers de grands incubateurs sectoriels est aussi de passer à côté d'innovation dans des domaines traditionnels ou de nouveaux domaines émergents qui ne sont pas encore soutenus. « *L'innovation au Saguenay – Lac-Saint-Jean se retrouve dans plusieurs domaines traditionnels (industrie et agriculture par exemple) et n'est pas seulement numérique.* »

Même si des ententes sont éventuellement signées entre les incubateurs des grands centres et ceux des régions, l'expertise régionale des agents de développement économique inclut les besoins des startups et doit être reconnue et valorisée.

^{1 & 3} «Mémoire dans le cadre du processus de consultation publique entourant la stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2022», déposé par La SUITE entrepreneuriale Desjardins, l'incubateur entrepreneurial de la Corporation d'innovation et de développement Alma – Lac-Saint-Jean-Est (CIDAL), juin 2021

² «L'écosystème startup québécois au profit de la richesse collective», mémoire dans le cadre de la consultation du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur la stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2022, déposé par Bonjour Startup Montréal et le Mouvement des accélérateurs d'innovation du Québec (MAIN), mai 2021

Enjeux sectoriels

Le marché intérieur régional étant limité, l'importance des marchés extérieurs se fait d'autant plus sentir localement.

Dans un contexte de tertiarisation de l'économie, l'accès au financement des entreprises de type jeunes pousses en région doit être favorisé.

Une importante augmentation du nombre de travailleurs autonomes dans les dernières années a été observée sur le territoire.

FORÊT : Soutenir l'industrie forestière et assurer sa pérennisation par la mise en place de processus soutenant la prévisibilité des récoltes et des coûts.

ALUMINIUM : Soutenir les équipementiers régionaux dans la deuxième et troisième transformation en aluminium et soutenir leur virage numérique vers la technologie Elysis.

AGROALIMENTAIRE : Le secteur laitier est très important dans la région, tandis que la filière serricole est encore peu présente.

Le soutien à la relève des entreprises œuvrant en agroalimentaire est un enjeu majeur à relever dans la MRC. Les coûts d'achat très élevés rendent les processus de rachat difficiles pour les acquéreurs. En ce sens, la commercialisation des petits producteurs doit être également soutenue plus efficacement.

Dans une perspective d'occupation du territoire et d'accaparement des terres, l'accès à la localisation et à la terre est un enjeu important. La dynamisation des communautés se fait difficilement autrement.

TOURISME : Soutenir le développement durable d'un tourisme 4 saisons est essentiel pour notre région éloignée. Le tout passe par l'accès à la région ainsi que par la mise sur pied de procédures en développement durable, qui demeurent essentielles dans toute démarche de restructuration/bonification de l'offre touristique. La concertation du milieu touristique est nécessaire dans une optique d'attractivité du milieu, les enjeux environnementaux (ex. : niveau de l'eau) ayant un impact sur notre offre de services.

Le renforcement de l'attraction et des infrastructures pour la tenue de congrès et événements régionaux est nécessaire à notre développement. Par exemple : augmenter la capacité d'accueil et investir dans les infrastructures actuelles afin d'augmenter la qualité globale de l'hébergement sur le territoire.

La valorisation des emplois en tourisme est un enjeu d'actualité, particulièrement en temps de pénurie de main-d'œuvre. Des mesures spécifiques adaptées aux enjeux locaux seraient plus efficaces que celles offertes globalement.

Pistes de solution

Programme de soutien à la localisation

Les régions profitent grandement des entreprises qui s'établissent sur leur territoire. Mais les locaux disponibles sont peu nombreux ou nécessitent des investissements importants. **Un programme de soutien à la localisation des entrepreneurs sur le territoire, par l'aide à la revalorisation des bâtiments, la favorisation de l'intersectorialité et la mutualisation des ressources, locaux et bâtiments, devrait être développé étape par étape.** Une belle façon de rentabiliser les investissements passés et futurs. De telles mesures contribueraient, en autres choses, à la dynamisation du territoire, à la revitalisation des communautés et à l'établissement d'entreprises localement.

Reconnaissance de l'entrepreneuriat hybride

Les jeunes entrepreneurs souhaitent se lancer en affaires tout en investissant du temps dans leur vie sociale et familiale. L'entrepreneuriat hybride prend de plus en plus d'ampleur, l'entrepreneur partage son temps entre plusieurs projets et ne s'implique pas nécessairement à temps plein dans son entreprise. On observe une plus grande ouverture vers l'économie de grandeur et la collaboration entre entrepreneurs, proposant une meilleure qualité de vie à nos jeunes. **Des fonds à l'entrepreneuriat hybride devraient être de plus en plus développés, en plus de solutions d'accompagnement adaptées à la réalité des entrepreneurs d'aujourd'hui, proposant des modèles d'organisation de plus en plus éclatés.** Les fonds et outils actuellement disponibles ne rendent pas admissible ce type de clientèle de plus en plus présente chez la nouvelle génération d'entrepreneur.

Fonds adaptés pour davantage de flexibilité

Les fonds disponibles aux entreprises (ex. : FLI) sont basés sur de nombreux critères inchangés depuis plusieurs dizaines d'années. **Il serait judicieux de revoir ces critères en fonction des spécificités régionales des entrepreneurs d'aujourd'hui, spécialement en contexte postpandémique, et d'élargir les possibilités de soutien financier, tout en arrimant les critères de financement aux besoins réels de formation.** Du côté d'Investissement Québec, ces fonds sont de plus en plus adaptés aux différentes réalités des entreprises et font toujours preuve d'une plus grande flexibilité et adaptabilité.

Voici une liste d'exemples :

- Recapitalisation;
- Période d'amortissements allongée selon la nature des investissements et durée de vie utile des équipements;
- Allocation de fonds décentralisée (au même titre que les FLI) aux régions du Québec pour le soutien d'entreprises à haut potentiel d'innovation de type jeunes-pousses;
- Fonds adaptés pour des projets entrepreneuriaux consacrés à des installations dédiées aux populations vieillissantes ou encore initiatives orientées vers l'accueil et la rétention de nouveaux arrivants;

- Fonds modulés/bonifiés pour soutenir davantage les commerces de proximité admissibles ou les projets en lien avec l'intégration d'une approche de développement durable et de lutte contre les changements climatiques.

Approches concertées

L'ouverture au partage d'idées et à toutes formes d'approches concertées dans un secteur particulier est idéale et souhaitée afin de provoquer le développement de projets innovants. La technologie numérique permet maintenant plus que jamais la collaboration entre entreprises, entrepreneurs, agents de développement économique et tout autre acteur de développement. **Le financement de tables sectorielles régionales par lesquelles des projets structurants seraient développés est souhaitable, en maximisant l'approche de telles initiatives pour éviter le dédoublement des mandats et des offres de services dédiées aux entrepreneurs.** Nous observons particulièrement un nombre élevé d'intervants sur certains enjeux comme l'innovation et le virage numérique. Une approche plus structurée permettrait de propulser plus efficacement les entreprises et le développement régional à un autre niveau. En ce sens, nous saluons des initiatives récentes comme l'implantation d'un campus régional de l'École des entrepreneurs du Québec qui permet de structurer l'offre régionale de formation autour d'une même porte d'entrée axée vers la petite entreprise.

Valorisation de la main-d'œuvre

La main-d'œuvre est le cœur de l'entreprise. Avant de s'établir, une entreprise valide le bassin disponible dans un endroit spécifique, particulièrement en région éloignée comme la nôtre. **Une structure de bonifications financières allouées aux entreprises qui affichent des postes proposant des salaires intéressants ou encore via la mise en place de mécanismes accélérés de formation interne, qui contribuent ainsi à attirer des travailleurs recevant des prestations de l'assurance-emploi ou autres prestations, pourrait apporter des solutions concrètes et efficaces.**

Concernant le transfert d'entreprises, **effectuer une mise à jour et permettre l'accessibilité de la banque de releveurs/vendeurs plus ouverte et publique pour refléter les besoins locaux serait souhaitable, en plus de l'ajout de ressources affectées.** Les intervenants doivent être en mesure d'établir une relation de proximité avec les gens locaux, puisque le processus de relève est un sujet délicat nécessitant non seulement la compréhension des enjeux régionaux, mais également des enjeux locaux. Actuellement, une seule ressource régionale du Centre de transfert en entreprise du Québec (CTEQ) est en poste pour couvrir toute notre région. Cela est insuffisant pour répondre aux besoins que requiert ce type de dossier. De plus, la relève d'entreprises du secteur agroalimentaire est d'autant plus difficile à réaliser.

Au point de vue de la formation, nous aurions intérêt à profiter d'un **arrimage automatisé/systématique entre les ressources formées dans des institutions scolaires et les travailleurs demandés sur le terrain.**

Beaucoup d'institutions offrent des formations sur l'entrepreneuriat et s'allient même de plus en plus pour offrir un parcours plus complet et adapté. Il est important, en ces temps de pandémie et de manque de main-d'œuvre, de soutenir les initiatives d'institutions qui repensent leurs modèles de formation et l'adaptent pour les axer sur le développement des compétences.

Stratégie nationale de valorisation de l'entrepreneuriat

L'adoption d'une politique de valorisation de l'entrepreneuriat à travers la province bénéficierait grandement à l'ensemble de la population et, de ce fait, au développement économique national. Le tout pourrait se faire par une bonification du développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire en sensibilisant les étudiants dès leur plus jeune âge. L'ajout de *clubs d'entrepreneurs*, *laboratoires entreprises* ou autres projets dans tous les établissements familiariserait les jeunes des écoles primaires

et secondaires à la possibilité de fonder leur entreprise. Des formations adaptées comprenant le développement d'un plan d'affaires de base pourraient être offertes comme activité parascolaire ou en collaboration avec des institutions d'enseignement locales.

L'ajout d'agents de sensibilisation en entrepreneuriat postés dans les centres locaux d'emploi pourrait être inclus comme étant partie intégrante de la stratégie de valorisation de l'entrepreneuriat.

Reconnaissance de l'expertise terrain et porte d'entrée unique

Le nombre croissant d'organisations travaillant au développement économique, bien que souvent complémentaires, porte à confusion quant au rôle de chacune et à la façon dont les entreprises doivent procéder pour obtenir de l'information, en plus du fait que certaines proposent des services qui se recoupent. **Les organisations de développement économique mandatées par leur municipalité et MRC ou bien encore intégrées à cette dernière, en plus d'obtenir du soutien via la mesure AEQ mise en place par le gouvernement, doivent être reconnues comme porte d'entrée à l'entrepreneuriat par l'ensemble des partenaires de l'écosystème.**

Les prédiagnostics, diagnostics et autres besoins et analyses pourraient par la suite être effectués par ces organisations reconnues et celles-ci référerait les entreprises aux bons collaborateurs pour obtenir des services complémentaires. De cette façon, l'organisation porte d'entrée est en mesure d'effectuer des suivis plus efficaces et broser un portrait complet des services accessibles.

En région, le secteur des services de proximité est vital au développement des petites municipalités. Puisque les entreprises qui offrent ces services ne sont pas admissibles aux fonds usuels (ex. : FLI), nous nous assurons d'intervenir dans ces secteurs étant donné les besoins importants des endroits éloignés. Ces interventions financières se font à même nos fonds propres et sont limitées. **L'ajout de financement local aux organisations de développement économique reconnues pour le soutien aux services de proximité contribuerait grandement à la dynamisation des communautés.**

La reconnaissance des expertises passe également par les différentes filières régionales soutenues par nos organisations comme la 2^e et 3^e transformation de l'aluminium, l'aéronautique (systèmes autopilotés/drones), le tourisme d'aventure 4 saisons et le secteur numérique. Ces expertises régionales doivent être reconnues sur le plan national. En effet, ici en région, il existe des écosystèmes qui n'ont rien à envier aux grands centres urbains. Cependant, l'éloignement, l'accès difficile au capital de risque et à de l'expertise d'accompagnement pointue (ex.: soutien aux entreprises de type startup de 2^e ligne) amenuisent notre attractivité dans les secteurs à haute valeur ajoutée.

Toutes ces pistes proposent des mesures concrètes afin également de freiner l'exode des jeunes talents vers les grands centres.

Sommaire des principales recommandations

Les organismes proposent, dans le cadre de l'appel à mémoires en vue du dévoilement du *Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025*¹, les solutions suivantes :

1. Échanges d'entrepreneurs via des programmes de résidences (ex.: grandes villes-région ou à l'international), organisation et accessibilité à des missions commerciales pour les entrepreneurs locaux, au même titre que celles liées au recrutement international;
2. Programmes de mentorat d'entrepreneurs seniors avec des plus jeunes, arrimage de l'accompagnement à la relève, car une ressource par région pour effectuer ce processus est nettement insuffisante dans un contexte où 95 % des emplois affichés localement sont des remplacements;
3. Mise sur pied de programmes de soutien dans une approche concertée et ouverte à l'entrepreneuriat hybride et au multientrepreneuriat;
4. Revoir et mettre à jour les fonds d'investissement (ex. : FLI) pour davantage de flexibilité et d'adaptabilité aux réalités actuelles de l'entrepreneuriat privé/collectif et du financement responsable (ex. : projets socioéconomiques et environnementaux) :
 - a. Prêts remboursables sans intérêts (davantage de quasi-équité);
 - b. Amortissements des prêts sur de plus longues périodes, selon la durée de vie utile des équipements par exemple;
 - c. Possibilité d'offrir des montants non remboursables à partir des prêts selon l'atteinte de certains objectifs de performance, priorisation en achats d'équipements (ex. : investissements dans les TI ou l'industrie 4.0);
 - d. Offrir des prêts remboursables avec incitatifs ou fonds spéciaux pour encourager la revalorisation des infrastructures, l'occupation durable du territoire (ruralité), le développement de l'offre touristique 4 saisons, l'implantation de pratiques en développement durable ou de stratégies organisationnelles pour lutter contre les changements climatiques, etc.;
 - e. Coupler les aides au démarrage, consolidation, acquisition ou expansion avec des offres de services de 2^e ligne (ex. : diagnostics/pratiques RH);
 - f. Faciliter le financement non remboursable conjoint (ex. : avec Investissement Québec) d'études en amont de projets d'investissements majeurs.
5. Décentralisation d'un fonds à capital-risque (quasi-équité) adapté aux startups technologiques pour renforcer la rétention de nos talents d'ici et d'ailleurs (ex. : un *FLI Startup*);
6. Développement de plateformes sectorielles pour l'incubation d'entrepreneurs de filières structurantes et fortes (agroalimentaire pour notre MRC), tout en misant sur un lien fort entre les plateformes sectorielles développées pour conserver la force du modèle d'accompagnement multisectoriel;
7. Renforcer le rôle d'expertise terrain et de proximité, mettre en place des ressources locales de soutien au développement (ex. : Investissement Québec) et reconnaissance de l'expertise régionale comme porte d'entrée de l'entrepreneuriat par, entre autres mesures, l'instauration d'un portail-guichet unique local pour les entreprises cherchant du soutien et du financement;
8. Augmenter l'accessibilité à des infrastructures favorisant la recherche et le développement (projet de type Flying Lab pour le secteur des drones), l'objectif étant d'accélérer le développement de

nouveaux produits et de réduire les barrières à l'entrée, le tout, en complémentarité avec les offres de services et de soutien existantes;

9. Promotion et valorisation des enjeux de main-d'œuvre touchant le monde entrepreneurial via différentes actions :
 - a. Bonifications des aides financières allouées aux projets d'entreprises qui affichent des postes proposant des salaires intéressants;
 - b. Soutien à la mise en place de mécanismes accélérés de formations internes qui contribuent à attirer des travailleurs recevant des prestations de l'assurance-emploi ou autres prestations (ex.: subventions salariales);
 - c. Au niveau du transfert d'entreprises, rendre disponible et accessible (en données ouvertes) une banque de releveurs/vendeurs pour refléter les besoins locaux, en plus d'affréter des ressources additionnelles pour sa mise en place;
 - d. Reconnaître et soutenir les bonnes pratiques en ressources humaines (principalement au niveau de la rétention du personnel) chez les TPE (très petites entreprises composées de 1 à 9 employés principalement).

¹ <https://consultation.quebec.ca/processes/page20210811/f/94/>